



Communiqué de presse réponse au Président du Conseil départemental du Finistère

Suite à l'entretien de Maël de Calan dans le Ouest-France ce mardi 18 juin, je souhaite le féliciter pour son engagement contre le Rassemblement National.

Nous partageons des constats communs :

- Oui, nous subissons un séisme politique qui n'épargne personne, ni nos institutions, ni notre classe politique.
- Oui, cette dissolution amène encore plus de désordre au chaos déjà généré par le Président de la République et sa majorité.
- Oui, l'impuissance publique face aux injustices du quotidien provoque la colère des citoyens et se traduit par le vote d'extrême-droite.
- Oui, la responsabilité du Président de la République est lourde.
- Oui, Emmanuel Macron et sa majorité sont le problème et ne peuvent plus être la solution.

Pour autant, la stratégie du Président du Conseil départemental du Finistère de renvoyer dos à dos la gauche et l'extrême droite est une simple tactique politique pour continuer à exister alors que sa famille politique a été pulvérisée en une semaine. Le parti héritier du Général de Gaulle est déchiré entre les velléités de certains de faire alliance avec le RN et celles d'autres qui veulent faire encore alliance avec le parti - en lambeaux - du Président de la République.

En renvoyant tout ce qui n'est pas dans un « bloc central » aux extrêmes, Maël de Calan fait le jeu de la fièvre ambiante qui a emporté le pays depuis le dimanche 9 juin. Il espère discréditer la grande union de la gauche qui se lève pour gouverner la France pour maintenir les positions de sa majorité sur notre territoire. Le moment grave que nous vivons demande mieux que des calculs politiques.

Sans officiellement être candidat, le Président du Conseil départemental est en campagne pour sa réélection en 2028, et non pour sauver la République en 2024. Notre scrutin n'est pas le sien.

En appelant les maires bretons à se positionner à la fois contre le Nouveau Front Populaire, contre l'extrême-droite et contre le camp présidentiel, son incompréhensible message brouille le scrutin des élections législatives. Les maires qui refuseront de signer son appel ou, pire, qui soutiendront un candidat du Nouveau Front Populaire seront-ils privés de subventions ou de soutien du Département ?

Je le dis avec sincérité et conviction : le Nouveau Front Populaire n'est pas un extrême. Il constitue une union historique de l'ensemble des gauches pour gouverner ; comparable au Front populaire de 1936, au Programme commun qu'a porté François Mitterrand en 1981 ou à la gauche plurielle de 1997. Le soutien plein et entier de Lionel Jospin, figure du dialogue et du compromis, ne peut tromper personne. Le Nouveau Front Populaire a accordé la majorité de ses investitures à des partis qui ont déjà gouverné : le Parti Socialiste, auquel j'appartiens, aux écologistes, aux communistes, ainsi qu'au parti Place Publique de Raphaël Glucksmann, social-démocrate et humaniste assumé.

Maël de Calan a été pris par la « folie des extrêmes » qui voudrait que seul son camp soit la République. Pour autant face au moment, il ne propose aucune alternative si ce n'est l'horizon d'un gouvernement technique pour traiter des affaires courantes. L'absence de vision, de cap, d'espoir pour la France ; le renoncement à agir, transformer et prendre des risques ; c'est cela qui fait monter l'extrême droite.

Le Nouveau Front Populaire est une force centrale face à l'extrême droite et aux extrême-centristes dont il fait partie. Notre volonté est de changer la vie des Françaises et des Français. Nous constituons la seule alternative au chaos incarné à la fois par le rassemblement national, incapable d'être clair sur ce qu'il ferait au pouvoir, et le camp présidentiel, incapable depuis sept ans de gouverner en faisant des compromis.

Nous défendons des mesures d'urgence pour redonner de la dignité à nos concitoyens :

- La revalorisation du SMIC à 1600 € net
- Le blocage des prix des produits de première nécessité
- La justice fiscale et la taxation des super-profits
- La défense de l'hôpital public et le maintien des services hospitaliers dans les territoires
- La garantie d'un financement pérenne pour les EHPAD publics et associatifs
- Le maintien des classes dans les bourgs ruraux
- La création d'une offre de logements diversifiée pour que les jeunes puissent vivre et travailler au pays
- L'abrogation de la réforme des retraites
- Une retraite digne a minima au niveau du SMIC pour les carrières complètes.

Face à la folie d'un bloc central qui perd pied, nous sommes la seule digue qu'il reste face à l'extrême droite. La droite républicaine, les libéraux et centristes n'ont plus la capacité d'obtenir une majorité au Parlement. Seul le Nouveau Front Populaire peut encore sauver la République.



Mélanie Thomin

Contact presse : melaniethomin2024@gmail.com